

Un débat s'esquisse en France autour de la riposte américaine
Article paru dans l'édition du 15.09.01

Jacques Chirac a assuré les Etats-Unis de la solidarité de la France lors de la mise en oeuvre de l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord. A droite et à gauche, des responsables politiques soulignent que la France peut choisir les modalités de sa participation

ATTENTATS Des interrogations commencent à s'esquisser, en France, devant la perspective des représailles américaines après les attentats meurtriers commis sur le territoire des Etats-Unis. **JACQUES CHIRAC** a déclaré sur CNN, jeudi 13 septembre, que la France « sera totalement solidaire » des Etats-Unis. **A GAUCHE**, plusieurs responsables politiques mettent l'accent sur la latitude d'appréciation laissée aux pays membres par le traité de l'OTAN quand aux modalités de leur soutien à une opération militaire éventuelle **A DROITE**, Nicolas Sarkozy (RPR) estime qu' « aujourd'hui c'est le temps de la solidarité, sans la moindre réserve » mais Alain Juppé précise qu' « il ne s'agit pas de lancer une croisade de l'Occident contre le monde arabe ou contre le monde musulman. » **LE PCF rompt avec son anti-américanisme traditionnel.**

CE N'EST encore qu'un léger malaise, à peine perceptible. Un malaise qui a la décence de laisser son temps au deuil, mais qui sourd, ici et là, dans la gauche française. Jeudi 13 septembre, Jacques Chirac a déclaré, sur CNN, que « la France sera totalement solidaire » des Etats-Unis, auxquels il revient de « prendre les dispositions qui s'imposent pour éradiquer le mal ». Le président des Etats-Unis, George Bush, a déclaré : « Nous conduirons le monde à la victoire. » Quelques signes d'embarras ont commencé à se manifester dans les rangs de la gauche radicale, mais aussi de la majorité plurielle. Avec, en toile de fond, pour le gouvernement, le spectre de la guerre du Golfe, qui avait creusé en 1991 au sein de la gauche française la plus profonde et la plus vivace césure qu'elle eût connue depuis de longues années.

La condamnation du terrorisme meurtrier qui a frappé les Américains avait été unanime. « Aucune cause ne justifiera jamais pareils actes monstrueux », a expliqué Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire, le 12 septembre. Il est « malheureux » et « tragique » que ce soit « le peuple américain qui paie », a écrit Arlette Laguiller, porte-parole de Lutte ouvrière, dans un éditorial de son hebdomadaire. Fait nouveau, historique : la direction du PCF s'est levée, jeudi, pour respecter une minute de silence sous cette « bulle » de la Place du Colonel-Fabien qui a couvé et couvert tant d'alignements sur la politique de l'ex-Union soviétique (lire ci-dessous). Enfin, de la CGT au... Medef, on a décidé de participer aux trois minutes de silence, vendredi, en hommage aux victimes. L'organisation patronale « recommande à tous les entrepreneurs de faciliter la mise en place de ce geste de solidarité à l'égard du peuple américain », tandis que la CGT, la CFDT, l'UNSA, la CGC et la CFTC ont rédigé un appel commun invitant leurs adhérents à manifester leur « solidarité » et leur « compassion ». Bien que non-signataire, FO les a rejoints.

PAS D'« AVEUGLEMENT »

Après le soutien de l'OTAN, la riposte américaine risque, en revanche, de fissurer cette union sacrée. Commentant, jeudi, l'article 5 du traité de l'Atlantique Nord, le ministre de la défense, Alain Richard, a expliqué que les principes de « soutien mutuel » au sein de l'Alliance atlantique « vont bien s'appliquer » mais que « chaque nation (...) le fait avec les moyens

qu'elle juge adaptés » et que, si « l'action militaire peut être un des outils pour réduire la menace terroriste, il y en a d'autres ». Dans le même registre, Jean-Jack Queyranne, ministre chargé des relations avec le Parlement, a expliqué, vendredi, sur BFM, qu'il ne faut parler ni de « logique de guerre » ni de « croisade ». « Il y a eu terrorisme, le mot guerre signifie autre chose », a-t-il ajouté. « Solidarité ne signifie pas aveuglement », confie Henri Emmanuelli (PS). « On ne doit pas renoncer au choix d'une riposte appropriée. Il ne faut pas confondre Islam et terrorisme et remplacer l'affrontement Est-Ouest par un affrontement Nord-Sud. Alain Richard a raison », ajoute le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale. « S'il devait y avoir des actes de guerre, le Parlement doit être consulté avant », juge-t-il. Vendredi, à 14 heures, le groupe socialiste se réunira exceptionnellement pour un « échange » sur le sujet. « Solidaires oui, alignés non », a lancé, de son côté, jeudi, Jean-Luc Mélenchon sur la Chaîne Public Sénat. « Quand les situations sont graves, l'honneur d'un esprit libre, c'est de réagir d'après le principe de discernement », a souligné le ministre délégué à l'enseignement professionnel. Pour ce responsable de la Gauche socialiste qui s'était opposé à la guerre du Golfe, le « nouveau paysage intellectuel » ne peut pas être « d'un côté le monde libre, de l'autre les terroristes et entre ça aucun choix. Ce n'est pas le bien contre le mal », a-t-il récusé.

ATTENTION À LA « CONFUSION »

Pour autant, rien n'est simple. La discrétion du petit Mouvement des citoyens, dont le candidat à l'élection présidentielle, Jean-Pierre Chevènement, avait démissionné du gouvernement de Michel Rocard lors de la guerre du Golfe, témoigne de la difficulté qu'une partie de la gauche éprouve face à la situation. « On veut réfléchir un peu à cette nouvelle période. On espère bien qu'il y a une alternative à la thèse de Samuel Huntington sur le choc frontal des cultures et des civilisations entre le Nord et le Sud », confie Jean-Yves Autexier, secrétaire national du MDC. La députée Verte d'Eure-et-Loir Marie-Hélène Aubert est aussi très prudente : « Je ne veux être ni pacifiste bêlante ni va-t-en-guerre. J'espère que l'intelligence et la sagesse l'emporteront sur la force brute. »

Pour celle des gauches qui est traditionnellement pacifiste et anti-américaine, les Etats-Unis restent d'abord les « maîtres du monde ». « On ne peut entretenir les guerres aux quatre coins du monde sans qu'elles vous rattrapent un jour, titre en « une » et en rouge l'hebdomadaire Lutte ouvrière du 14 septembre. Des représailles américaines relayées par l'OTAN risquent pourtant, là aussi, de provoquer de vives discussions. « Ce n'est pas le même scénario que la guerre du Golfe », résume M. Emmanuelli. « L'ennemi, c'est le terrorisme. C'est une sacrée différence », explique Patrick Silberstein, responsable des Editions Syllepse, proches de la LCR. « Ça va être plus difficile pour nous à gérer. Je crains la confusion la plus noire. »

La fraction de la gauche qui avait protesté contre les frappes américaines en Irak en 1991 s'inquiète. « S'il s'agit de casser la gueule à des talibans hystériques, je ne vais pas verser de larmes », explique ainsi le responsable de la Gauche socialiste Julien Dray. « Alain Richard ne dit pas la même chose que Chirac. Le paysage n'est pas encore installé, se rassure-t-il. C'est une sale histoire où on cherche à nous enfermer dans un raisonnement binaire : si on n'est pas dans un camp, on est complice de l'autre. » Déroutés, de nombreux militants surfent sur Z net ou le forum de The Nation, les sites de la gauche anti-impérialiste américaine, à la recherche d'une tribune de Noam Chomsky ou de Robert Fisk.

SERVICE FRANCE